

Avantages et inconvénients des modes de financement des Sociétés commerciales : SARL/SAS/SA/SCA

| Mode de financement | Avantages | Inconvénients |
|---|---|--|
| <p>Action : SAS, SA</p> <p>Part sociale (PS) : SARL</p> | <p><u>Société commerciale/SARL/SAS/SA</u></p> <p>Fonds propres (long-terme, faible liquidité) avec effet de levier maximal</p> | <p><u>Société commerciale/SARL/SAS/SA</u></p> <p>Dilution des droits de vote (sauf en présence de catégories d'actions/PS toutefois lourdes à mettre en place)</p> <p>Rémunération potentiellement onéreuse (dividendes et plus-value)</p> <p>Pour la PS, non éligibilité sur les plateformes de crowdfunding n'ayant pas l'agrément PSI</p> |
| | <p><u>Investisseur</u></p> <p>Droit de vote en assemblée générale</p> <p>Droit aux dividendes</p> <p>Plus-value possible</p> <p>Rémunération non limitée*</p> <p>Éligibilité à la défiscalisation « souscription capital PME » pour les investisseurs personnes physiques (25% à l'IR)</p> | <p><u>Investisseur</u></p> <p>Créance de dernier rang</p> |
| <p>Obligations</p> | <p><u>Société commerciale/SARL/SAS/SA</u></p> <p>Potentiellement assimilable à des fonds propres avec effet de levier maximal</p> <p>Durée, mode de remboursement et rémunération modulables</p> <p>Éligibilité sur les plateformes de crowdfunding ayant l'agrément CIP et PSI</p> <p>Permet d'assouplir la gouvernance</p> <p>Permet de contourner le nombre maximal d'associés (100) pour les SARL</p> | <p><u>Société commerciale/SARL/SAS/SA</u></p> <p>Coût généralement plus élevé auprès d'investisseurs solidaires</p> <p>Nomination d'un commissaire aux comptes (CAC) pour les SARL (mandat de CAC de 6 ans, quelle que soit sa durée de vie) et d'un commissaire aux apports (ponctuel) pour les SAS de moins de 2 ans</p> |
| | <p><u>Investisseur</u></p> <p>Rémunération non limitée*</p> <p>Plus-value possible</p> <p>Durée, mode de remboursement et rémunération modulables</p> | <p><u>Investisseur</u></p> <p>Absence de droit de vote</p> <p>Droit d'information plus faible que les actionnaires/associés</p> <p>Créance de dernier rang (remboursement avant</p> |

| | | action/PS) |
|---|--|--|
| Prêt participatif (PP) | <p><u>Société commerciale/SARL/SAS/SA</u></p> <p>Assimilable à des fonds propres</p> <p>Généralement peu onéreux</p> <p>Permet d'assouplir la gouvernance</p> <p>Permet de contourner le nombre maximal d'associés (100) pour les SARL</p> | <p><u>Société commerciale/SARL/SAS/SA</u></p> <p>Réservé aux personnes morales</p> <p>Non éligibilité sur les plateformes de crowdfunding</p> <p>Moindre effet de levier</p> |
| | <p><u>Investisseur</u></p> <p>Rémunération non limitée*</p> <p>Liberté sur le mode de remboursement</p> | <p><u>Investisseur</u></p> <p>Absence de droit de vote</p> <p>Droit d'information plus faible que les sociétaires</p> <p>Pas de plus-value possible</p> <p>Créance de dernier rang (remboursement avant action/PS et obligation)</p> |
| Compte-courant d'associé (CCA), de dirigeants (CCD) et de salarié (CCS) | <p><u>Société commerciale/SARL/SAS/SA</u></p> <p>Assimilable à des fonds propres si bloquée une durée minimale (généralement 2 ans minimum)</p> | <p><u>Société commerciale/SARL/SAS/SA</u></p> <p>Réservé aux détenteurs d'au moins une part sociale/action du capital social (sauf pour les dirigeants et les salariés)</p> <p>Non éligibilité sur les plateformes de crowdfunding</p> <p>Rémunération fiscalement limitée au taux moyen des prêts > 2 ans des établissements bancaires (2,21% au 2^e semestre 2022)</p> |
| | <p><u>Investisseur</u></p> <p>Rémunération juridiquement non limitée</p> <p>Liberté sur le mode de remboursement</p> | <p><u>Investisseur</u></p> <p>Pour les CCD, limitation de la notion de dirigeants aux administrateurs, membres du directoire et du conseil de surveillance, et gérants (à l'exclusion du Président et du Directeur Général)</p> <p>Limitation pour les CCS, par salarié, à 10% des capitaux propres</p> <p>Pas de plus-value possible</p> <p>Créance de dernier rang (remboursement avant action/PS, obligation et PP)</p> |

* Il est à noter que l'agrément ESUS prévoyait jusqu'en 2019 un critère de limitation globale des rémunérations financières à hauteur du TMO + 5% (soit 7,51% au 2^e semestre 2022), alternative au critère toujours en vigueur de minimum 2/3 de charges d'utilité sociale. Bien que ce critère ait été supprimé par la loi PACTE de 2019, nous vous recommandons de vérifier vos statuts pour s'assurer de son éventuel respect.